



HAL
open science

2023, une année électorale déterminante en Turquie

Bayram Balci, Nicolas Monceau

► **To cite this version:**

Bayram Balci, Nicolas Monceau. 2023, une année électorale déterminante en Turquie. 2022. hal-04222478

HAL Id: hal-04222478

<https://sciencespo.hal.science/hal-04222478v1>

Submitted on 29 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

2023, UNE ANNÉE ÉLECTORALE DÉTERMINANTE EN TURQUIE

Bayram Balci, Centre de recherches internationales (CERI), Sciences Po/CNRS

Nicolas Monceau, Université de Bordeaux

Les Analyses du CERI, 12 décembre 2022

Au pouvoir depuis bientôt vingt ans, le président turc Recep Tayyip Erdoğan est donné perdant à la prochaine présidentielle prévue en juin 2023 par pratiquement tous les instituts d'opinion, et ce quel que soit son rival : le leader du Parti républicain du peuple (CHP) Kemal Kılıçdaroğlu, le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, ou le maire d'Ankara, Mansur Yavaş. Cette élection présidentielle est organisée de façon concomitante avec un scrutin législatif mais ce dernier est d'importance moindre. En effet, dans le nouveau système politique turc, le président de la République possède des pouvoirs considérables qui lui permettent de contourner le parlement en cas de désaccord, notamment par l'adoption de décrets-lois. En d'autres termes, même en cas de « cohabitation à la turque », un parlement d'une majorité politique différente de celle du président ne pourrait empêcher l'action de ce dernier, seulement quelque peu la freiner.

La grave crise économique que traverse le pays et qui a entraîné une forte hausse de l'inflation et du chômage a rendu le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdoğan très impopulaire depuis quelques mois. Même avec le soutien du Parti de l'action nationaliste (MHP), formation d'orientation ultranationaliste avec laquelle l'AKP a formé une coalition nommée Alliance populaire, il semble que le président turc aura des difficultés à remporter la prochaine élection présidentielle. Par ailleurs, le bloc de l'opposition, dominé par le CHP de centre gauche, affiche une unité croissante et semble en ordre de marche pour les prochains scrutins. Enfin, les deux partis dissidents issus de l'AKP, le Parti de l'avenir d'Ahmet Davutoğlu et le Parti de la démocratie et de l'ouverture d'Ali Babacan, ils semblent être parvenus à une entente avec les formations de l'opposition, c'est à dire le CHP, le Parti

de la félicité, le Bon Parti et le Parti démocrate.

Les récentes évolutions de la vie politique turque laissent présupposer que le président turc ne se prépare pas à renoncer à un combat qui relève pour lui de sa survie. Aussi, la compétition électorale à venir sera intense et rude. Recep Tayyip Erdoğan pourrait, estiment certains analystes, s'appuyer sur un discours nationaliste afin d'attirer les voix de l'opposition. Cette stratégie se traduirait par un accroissement de la répression contre la formation pro-kurde du Parti démocratique des peuples (HDP), voire sa dissolution par la Cour constitutionnelle de Turquie. Selon d'autres observateurs, le président pourrait aussi lancer une opération militaire en Syrie pour rallier l'opinion publique à sa candidature, une hypothèse plus que jamais d'actualité depuis l'attentat d'Istanbul du 13 novembre 2022 attribuée par le pouvoir turc au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et à ses affiliés basés en Syrie. Cette stratégie renouerait avec la situation nationale observée entre les deux élections législatives de 2015. En effet, n'ayant pas été en capacité d'obtenir la majorité lors du scrutin de juin 2015, le président turc avait relancé la lutte contre le PKK. Les attaques terroristes du PKK avaient fortement augmenté entre les deux élections ce qui avait permis aux autorités turques de mettre en avant un discours (et une action) sécuritaire et nationaliste, qui leur avait profité dans les urnes à la fin de l'année 2015.

Certains observateurs craignent donc une nouvelle vague d'attaques terroristes à la veille des élections de juin 2023. L'hypothèse d'une reprise des affrontements entre les forces de sécurité turques et le PKK permettrait de détourner l'attention de la population des difficultés économiques au bénéfice de l'AKP au pouvoir. Cependant, celle-ci pourrait aussi aggraver l'état de l'économie, en éloignant les investisseurs et en diminuant l'attrait du pays pour les touristes, et encore peser sur le bilan du parti. D'autres analystes mettent en avant la probabilité d'une intervention militaire turque en Syrie dans l'objectif de reporter l'élection. Cette hypothèse pourrait avoir de lourdes conséquences.

Les élections seront-elles libres et équitables ?

Bien que la Turquie possède une longue tradition d'organisation d'élections libres et équitables depuis sa transition vers le multipartisme en 1946, la concentration du pouvoir entre les mains de Recep Tayyip Erdoğan, en particulier depuis le coup d'État manqué de juillet 2016 et la présidentialisation du régime consécutif à la réforme constitutionnelle d'avril 2017 font peser une menace de fraudes et d'irrégularités sur le prochain scrutin. Les observateurs internationaux ont déjà constaté des irrégularités lors d'élections précédentes, notamment à l'occasion du scrutin municipal d'Istanbul en 2018 durant lesquelles des irrégularités ont été constatées et dénoncées par l'opposition qui a obtenu la réorganisation de l'élection municipale qu'elle a finalement remportée. Par ailleurs, si le président sortant venait à perdre le scrutin présidentiel, il déposerait certainement un recours devant la Commission électorale dont il a, rapelons-le, lui-même nommé la plupart des membres.

Toutefois, une manipulation électorale de la part du pouvoir aurait des conséquences trop négatives. En effet, une telle pratique risquerait d'exclure davantage la Turquie des marchés occidentaux et d'aggraver la situation économique. Or depuis vingt ans, les bonnes performances économiques du gouvernement ont contribué à ses succès électoraux.

Les dirigeants de l'opposition pourraient contester les résultats en mobilisant une partie de leurs sympathisants et en organisant des manifestations populaires. L'AKP pourrait faire de même, en cas de défaite, comme il l'a fait lors du coup d'état manqué de juillet 2016. Menacé par une faction des forces armées, le président Erdoğan avait exhorté ses fidèles à descendre dans les rues dans les grandes villes pour mettre en échec le coup d'état. Des affrontements violents avaient alors eu lieu entre partisans et opposants au chef de l'Etat, provoquant la mort de dizaines de personnes. Le président turc peut également compter sur des organisations, dont certaines paramilitaires comme la [SADAT](#), société paramilitaire privée (que certains appellent la Wagner turc), active en Syrie, en Libye et au Karabakh, qui a défendu le pouvoir d'Erdoğan lors du coup d'état manqué de 2016 et qui est connue pour sa brutalité. Son président [Adnan Tanriverdi](#) était le conseiller de sécurité du président. Si certains experts évoquent ce risque, celui-ci

peut être minoré dans la mesure où la SADAT est surtout conçue pour agir en dehors du pays, notamment dans des pays où la Turquie développe une stratégie d'influence.

En cas de fraudes électorales et d'affrontements post électoral, Le président turc ne bénéficierait pas nécessairement du soutien de l'appareil de sécurité que forment l'armée, la police, les services secrets et la gendarmerie. Les forces de police, dont les rangs se sont considérablement étoffés au cours de la dernière décennie, sont considérées comme un corps partisan contrairement aux autres structures de sécurité et elles sont étroitement contrôlées par le ministre de l'Intérieur, [Süleyman Soylu](#). Face aux allégations de liens étroits de la police avec des groupes criminels organisés, ce dernier a intérêt au maintien du gouvernement, ne pouvant que craindre des poursuites judiciaires en cas de défaite du pouvoir¹. L'indispensable soutien de l'armée, qui entretient de bonnes relations avec le président, pourrait-il manquer à Erdoğan ?

Perspectives post électorales

Quel que soit le résultat de la présidentielle et les scénarios auxquels on peut penser, la probabilité est forte que le pouvoir perde sa majorité parlementaire. Même les cercles proches du pouvoir admettent qu'en cas de réélection, le président turc serait contraint de composer avec une majorité parlementaire dominée par l'opposition. Il conserverait toutefois la capacité de gouverner puisque le système présidentiel permet au chef de l'Etat de former un cabinet sans l'approbation du parlement. Quel que soit le vainqueur du scrutin, les affiliations des membres du parlement vont évoluer en fonction de la personne qui remportera l'élection présidentielle, une tradition en Turquie où les députés quittent parfois leur formation initiale pour rejoindre le parti du nouveau président à l'issue du scrutin. L'Alliance populaire au pouvoir et l'Alliance nationale dirigée par l'opposition vont s'affronter dans une compétition électorale qui s'annonce très rude.

La constitution éventuelle d'autres alliances est à prendre en compte pour la composition du prochain parlement. Le HDP pro-kurde est actuellement engagé dans des négociations difficiles pour créer un

troisième bloc, avec plusieurs petites formations d'extrême gauche tel le Parti du travail de Turquie. Il pourrait ainsi émerger comme un faiseur de rois capable d'arbitrer entre les deux blocs, au sein d'un parlement dans lequel personne ne détiendrait de majorité. Une défaite pour Erdoğan aurait de lourdes conséquences pour lui comme pour son parti qui se verrait notamment privé d'accès aux ressources publiques indispensables à son bon fonctionnement et qui serait alors menacé d'implosion tant il repose sur le charisme de son fondateur et dirigeant.

Ce qui attend l'opposition en cas de victoire

Quel que soit le vainqueur de la prochaine élection, le président devra faire face à de nombreux défis. La plateforme de l'opposition promeut un programme de démocratisation qui rétablirait le système parlementaire et qui réaffirmerait l'Etat de droit en Turquie. Sans toutefois révéler la façon dont elle y parviendra, l'opposition projette de redonner le pouvoir au parlement. Dans ce cas, le futur chef de l'Etat devra donc mettre en œuvre un programme qui conduira à l'affaiblissement de ses prérogatives.

Comment faire face à la crise économique ?

Le défi le plus urgent du prochain gouvernement sera de relancer la croissance économique et de replacer la Turquie sur une trajectoire de développement durable. Les six partis d'opposition ont déjà annoncé leur engagement en faveur de la stabilité macroéconomique, soit pour la fin de l'inflation et donc une amélioration du pouvoir d'achat, pour l'indépendance de la Banque centrale et pour une politique monétaire plus orthodoxe. Parmi les formations de l'opposition, seuls le Parti de la démocratie et de l'ouverture et le Bon Parti ont dévoilé des programmes économiques détaillés rédigés par des économistes réputés. Cette dernière formation s'appuie sur le professionnalisme de Bilge Yilmaz, formé en Pennsylvanie, tandis que le Parti de la démocratie et de l'ouverture bénéficie de l'expérience et de l'expertise de son dirigeant, Ali Babacan, ancien ministre de l'Economie à l'époque où la Turquie connaissait une croissance exceptionnelle, notamment entre 2002 et 2010. La présence d'économistes respectés au sein de ces

formations laisse penser que le ministère de l'Economie reviendra à l'une ou l'autre d'entre elles en cas de victoire de l'opposition.

La nécessité d'une nouvelle politique étrangère

La politique interventionniste du président turc a provoqué de fréquentes crises avec les alliés occidentaux de la Turquie, a remis en question la position de la Turquie au sein de l'OTAN et a créé des tensions entre Ankara et plusieurs pays de la région. Le prochain gouvernement devra redéfinir la politique étrangère turque. Le président sortant a récemment fait de sérieux efforts pour se réconcilier avec Israël, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, voire la Syrie mais l'image de la Turquie à l'international a été sérieusement ébranlée et le pays est aujourd'hui isolé et considéré comme belliqueux. Le prochain gouvernement devra renforcer la position de la Turquie au sein de l'OTAN et relancer les [relations avec l'Union européenne](#).

A priori, après des années de tensions dans les relations entre ces deux entités, le départ d'Erdoğan du pouvoir devrait faciliter la reprise des échanges, mais les points de contentieux demeurent nombreux : la question chypriote, les frontières maritimes avec la Grèce ou encore l'accord sur l'accueil des réfugiés. Par ailleurs, la Turquie a développé au cours des dernières années ses relations avec la Russie et l'Iran et renforcé son partenariat économique avec ces deux pays. Il sera par conséquent difficile pour le prochain gouvernement de négliger Poutine.

Autre enjeu majeur, le gouvernement devra gérer la question syrienne et ses différentes implications. Le CHP et le Bon parti ont tous deux fait savoir leur volonté de discuter avec le régime de Damas qui accueillerait avec satisfaction la défaite du président sortant. Or, si l'opposition est favorable au dialogue avec le régime syrien, il faudra veiller à ce qu'un rétablissement des relations avec le régime syrien apporte des garanties de sécurité le long de la frontière entre Turquie et Syrie qui est en grande partie contrôlée par les milices kurdes.

D'une manière générale, en politique étrangère, les divergences sont fortes au sein de chaque parti et entre les partis de l'opposition quant à la direction à donner à la diplomatie turque. Sur la question de Chypre et de la Méditerranée orientale, une ligne dure prédomine au CHP

comme au sein du Bon Parti, alors que le Parti de la démocratie et de l'ouverture et le Parti de l'avenir sont plus souples. Les mêmes divisions peuvent être observées sur la Russie. Le nationalisme et le panturquisme du Bon Parti l'incitent à se méfier de Moscou, alors que les autres formations de l'opposition se montrent favorables à ce que Ankara joue l'équilibre entre la Russie et l'Occident.

Enfin, l'opposition est divisée sur la question kurde et ses implications en Syrie : le CHP et le Parti de la démocratie et de l'ouverture sont en faveur d'une politique nuancée à l'égard des Kurdes de Syrie, c'est-à-dire qu'ils distinguent le PKK du PYD, alors que le Bon Parti associe le PKK au PYD et au bras armé de ce dernier, les Unités de protection du peuple (YPG) que les autorités turques considèrent comme la branche syrienne du PKK et accusent à ce titre d'être (co-)responsables de plusieurs attentats en Turquie.

Les résultats des prochaines élections seront également d'une importance cruciale pour l'avenir des relations entre la Turquie et l'Union européenne. En cas de victoire de l'opposition, la perspective d'une relance des négociations d'adhésion se posera probablement. L'alternance pourrait aussi conduire Bruxelles à composer avec le gouvernement turc dans le nouveau contexte géostratégique régional dans lequel Ankara a acquis une place centrale et incontournable dans le conflit ukrainien. La Turquie pourrait ainsi aider l'Europe à avancer vers un dialogue avec Poutine. En effet, comme l'a montré l'accord céréalier signé entre les Nations unies, la Russie et l'Ukraine grâce à la médiation de la Turquie, Ankara est et pourrait être dans les mois prochains une précieuse aide dans d'éventuelles négociations entre la Russie, l'Occident et l'Ukraine en vue d'une solution diplomatique à la guerre actuelle.

Cependant, il n'est pas acquis que le prochain gouvernement turc adoptera des positions fondamentalement différentes de son prédécesseur sur les différents points de contentieux entre la Turquie et l'Union européenne, qu'il s'agisse de la question kurde, du conflit syrien ou de la question chypriote.

Une éventuelle arrivée au pouvoir de l'opposition, qui devrait rétablir les libertés qui ont été bafouées au cours des dernières années (par exemple la liberté d'expression : certains médias liés à l'opposition ont

été fermés et un grand nombre de journalistes, d'intellectuels et de politiciens ont été emprisonnés), pourrait conduire l'Union européenne à changer d'attitude vis-à-vis de la Turquie. Celle-ci pourrait perdre son statut de pays autoritaire ; l'Europe pourrait alors envisager de rétablir une coopération avec Ankara, y compris sur le plan militaire. La Turquie pourrait également rappeler à Bruxelles sa candidature à l'Union européenne, un sujet que les Vingt-sept n'ont pas forcément envie de mettre à l'agenda.

Les problèmes liés à l'immigration

En raison des guerres civiles actuelles (principalement en Irak et en Syrie) et des instabilités politiques de la région, la Turquie est devenue le pays qui accueille le plus de réfugiés au monde : environ quatre millions de Syriens, sans parler des Afghans, Irakiens, Centrasiatiques. Les migrations constituent un défi important pour le pays. La société turque a d'abord largement accueilli les réfugiés syriens avant que leur nombre croissant et la prise de conscience du caractère durable, sinon permanent, de leur présence ne modifient les perceptions de la population dans un contexte d'aggravation de la crise économique. Les migrants suscitent aujourd'hui des sentiments hostiles d'une partie de la population et des organisations partisans. Chaque formation est favorable à leur renvoi de Turquie, mais selon des modalités différentes.

Le dirigeant du CHP, Kılıçdaroğlu, a toujours critiqué l'accueil des Syriens et il s'est opposé à l'intervention militaire de la Turquie dans le conflit syrien. Il a encore récemment promis qu'une fois au pouvoir, il renverrait - sur une base volontaire (!) les migrants syriens dans un délai de deux ans. A cette fin, il préconise une normalisation des relations avec le régime de Damas et un soutien financier à une politique du retour des Syriens de la part de l'Union européenne.

Le Bon Parti défend un programme similaire et il demande l'expulsion rapide des immigrants illégaux. De même, il propose une répartition par quotas des migrants syriens au sein de la Turquie, pour éviter leur concentration dans certains quartiers et dans certaines villes.

Malgré cette ligne dure adoptée par les deux des principaux partis d'opposition sur la question migratoire, cette dernière ne figure pas au

coeur de la campagne électorale. En revanche, cet enjeu s'avère plus important pour une formation politique de droite en hausse dans les sondages, le Parti de la victoire, dirigé par Ümit Özdağ, qui préconise l'expulsion des réfugiés. Son parti pourrait récolter environ 3% des voix aux prochaines élections législatives.

Malgré les déclarations de ces partis, force est de constater que le discours en faveur du retour volontaire des réfugiés syriens est utilisé pour déplacer l'attention du public des problèmes économiques. En réalité, le retour volontaire des Syriens que semble préconiser la plupart des partis politiques apparaît peu probable, voire impossible. Après avoir vécu en Turquie pendant dix ans, peu d'entre eux veulent repartir, pourquoi le souhaiteraient-ils d'ailleurs puisque le pire les attend dans un pays en guerre ? De plus, il est peu probable que le gouvernement syrien accueille ces réfugiés, qui seront pour leur part très méfiants à l'égard d'une politique d'aide au retour de Damas. Les dirigeants des partis politiques turcs sont tout à fait conscients que les réfugiés syriens resteront en Turquie mais ils n'osent l'avouer à leurs compatriotes dont certains font une corrélation entre problèmes économiques et présence des réfugiés.

L'année 2023 sera cruciale pour la Turquie, à maints égards, du fait des différents scrutins qui se tiendront et de la célébration du centenaire de la République turque. A six mois des élections, les positions des partis ne sont pas figées et elles évolueront au fil des semaines à venir. La position du président turc apparaît ambivalente, elle conjugue faiblesses et ressources, face à une opposition qui n'a toujours pas choisi son candidat. Le contexte instable du Proche-Orient et la guerre en Ukraine favorise le pouvoir en place, qui bénéficie du soutien de la Russie.

-
- [1. Post-2023 Election Scenarios in Turkey, op. cit.](#)